

Article rank | 10 Feb 2011 | Ottawa Citizen | *ELIZABETH PAYNE Elizabeth Payne is a member of the Citizen editorial board.*

Immersion can't save the French language

By Canadian political standards, rogue Tory MP Maxime Bernier is either very brave or very foolish. Maybe a bit of both. But whatever motivated him to wade into the politically treacherous waters of Quebec's language law, Bill 101 — and he should be commended for going where few dare — there is no doubt his comments have resonated.

Language, despite the best efforts of many not to talk about it, is back on the radar in Canada.

Even as French immersion flourishes in places like Ottawa where school boards can barely keep up with the demand, the long-term future of francophone communities outside of Quebec is increasingly in doubt. Others fear the chipping away of official bilingualism.

While some, like Bernier, think Quebec's Bill 101 is both unnecessary and too restrictive, there are others who fear minority French communities across Canada may all but disappear without more aggressive action to encourage and promote French education and culture. Meanwhile, a proposed new curriculum for British Columbia schools that puts languages such as Punjabi and Mandarin on par with French for second-language instruction has raised concerns about the beginning of the end of official bilingualism.

The anxiety over French education in Ontario seems at odds with the ongoing boom in French immersion education, especially here in Ottawa. The demand is so high, and growing yearly, that reorganizing schools and trying to find more space to accommodate French immersion classes has become a major preoccupation for the Ottawa Carleton District School Board. But, as French language officials point out, French school and French immersion school are not the same thing. One is designed to help preserve a language and a community, however possible that may be, while the other is designed to help Englishspeaking children become passably bilingual in the other official language.

Anglophones love to have their children educated in French, it seems. French school officials just wish so many children who qualify for French education didn't opt for French immersion instead, or for English school.

French school officials in Ontario estimate that between 30,000 and 40,000 children who are currently registered in English Catholic or public schools, many of them in French immersion classes, would be eligible to attend French schools. It is not simply that they are choosing not to send their children to French school, they say, but that many of them don't know about their right to French education.

That is the gist of the public relations campaign launched earlier this year by the umbrella group that represents the province's 12 French Catholic and public school boards. The \$1-million campaign, which was launched during kindergarten registration, aimed at informing those eligible for French language schools — largely, students with a parent whose first language is French or who were educated in French — of their rights. The campaign also points out that French school and French immersion school are very different things. The French Catholic board, for the second year, ran a campaign with the controversial slogan: "A real French education for your child."

In the past, some English school boards have complained about the marketing campaign, calling it a blatant grab for students. But, privately, there are those who would like to see even tougher steps taken to encourage more students to attend French schools in Ontario — requiring English school board officials to notify all students who qualify to attend French school of their rights, for example, or even a special funding formula to allow new French schools to be built.

In British Columbia, meanwhile, there are concerns that equating other minority languages with French will spell the end of official bilingualism. But, in a province in which other languages are more commonly heard than French, others are cheering the proposed policy as a recognition of the modern reality in B.C.

Does all this add up to a serious erosion of the French language in Canada, even with a burst of enthusiasm around French immersion? And, if so, what can and should be done about it?



Those are all good questions to ask politicians. At least one seems willing to answer.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

VIE COMMUNAUTAIRE

Le 11^e prix Bernard Grandmaître revient à une grande bénévole d'Ottawa

Un autre honneur pour Jeannine Legault

Allendria Brunjes
allendriamarguerite.brunjes@transcontinental

Le 30 janvier dernier, une grande bénévole et défenseure de la langue française d'Ottawa, Jeannine Legault, a été reconnue pour son immense travail au sein de la communauté francophone, alors qu'elle a reçu le prix Bernard Grandmaître.

Le prix Bernard Grandmaître est une initiative de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) qui vise à reconnaître les réalisations professionnelles et individuelles d'une personne qui a travaillé pour l'avancement de la francophonie d'Ottawa.

Mme Legault – qui a été honorée par la Caisse populaire Vision et qui a reçu l'Ordre de la Pléiade par l'Assemblée parlementaire de la francophonie – a dit qu'elle a été émue de recevoir le prix.

«Comment imaginer que ma passion pour le

bénévolat et mon engagement envers le rayonnement de la francophonie ontarienne me conduiraient à cet honneur que je reçois ce soir?», a-t-elle dit.

Son bénévolat

Même si Mme Legault a travaillé fort, elle trouvait le temps de faire du bénévolat.

Elle s'est engagée dans le mouvement Guide, un lien qui existe depuis plus de 60 ans. Elle y a occupé plusieurs postes, devenant cheftaine, commissaire diocésaine et fondatrice de la Fédération de guides en Ontario.

Aussi, Mme Legault a œuvré dans quelques conseils: la Fédération des femmes canadiennes-françaises de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes et Sainte-Geneviève, le bureau des gouverneurs et le conseil d'administration de l'ACFO provinciale, le Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton pour les services en français, le Conseil



Son travail et sa famille

d'administration de la Caisse populaire Vision d'Ottawa, le Comité consultatif communautaire des Services de santé des Sœurs de la Charité et le Conseil d'administration du Muséoparc Vanier.

D'ailleurs, c'est le conseil d'administration du Muséoparc Vanier qui a soumis sa candidature pour le prix.

«J'ai toujours travaillé pour le rayonnement de la francophonie ontarienne», dit-elle.

Mme Legault a tenu à remercier toutes les personnes qui lui ont permis de recevoir le Prix Bernard Grandmaître.

«C'est un beau remerciement pour tout ce que j'ai donné au milieu francophone. Je suis sincèrement émue.»

Née dans la petite ville de Sarsfield, Mme Legault a déménagé à Ottawa pour finir sa scolarité avec sa tante et ses grands-parents, à l'âge de 17 ans.

«C'est à cause d'elle –sa tante– qu'aujourd'hui, je suis impliquée comme je le suis», dit-elle. Aussi, elle a ajouté que sa tante voulait qu'elle s'engage dans le bénévolat.

Après ses études, elle trouve un emploi à Postes Canada, où elle a travaillé pendant 34 ans, jusqu'au moment de sa retraite.

À Ottawa, elle s'est mariée et a fondé une famille, donnant naissance à deux enfants, André et Jocelyne, qui sont maintenant des enseignants, respectivement à Ottawa et à Montréal.

Une campagne pour promouvoir les écoles françaises

Bryan Michaud

bryan.michaud@transcontinental.ca • twitter@bryanmichaud

Maintenant que 2011 s'est bien implantée, plusieurs parents s'interrogent sur l'institution scolaire dans laquelle ils inscriront leurs enfants pour la prochaine année. Afin de mousser la qualité des établissements d'enseignement français, le Conseil ontarien des directions de l'éducation en langue française (CODELF) a lancé au cours des derniers jours une vaste campagne d'information sur l'éducation en français en Ontario.

Au cours des prochaines semaines, les parents verront plusieurs panneaux routiers et de la publicité via les journaux, la radio et la télévision, qui ont pour but de promouvoir l'éducation en langue française en Ontario. Par cette campagne, les responsables souhaitent continuer de hausser le nombre d'inscriptions dans les écoles françaises de la province.

«La campagne vise à démystifier pour les

parents que les programmes d'immersion en langue française dans les écoles anglaises ne donnent pas la même chose que d'étudier dans une école française», explique Gilles Leroux, secrétaire au CODELF.

À l'école française, la langue de Molière a un statut de langue première et l'anglais y est enseigné comme langue seconde selon le même curriculum que dans les écoles anglaises.

«Aussi, ça donne des renseignements utiles aux immigrants francophones arrivant en Ontario et qui ne savent pas toujours qu'ils peuvent envoyer leurs enfants étudier en français», poursuit-il.

Les publicités du CODELF invitent les parents à consulter leur site Internet. Selon M. Leroux, les jeunes apprennent à devenir fiers de leurs racines françaises en étudiant dans leurs établissements.

«Dans une école de langue française, tu vis en français, les affiches sont en français, on promeut la culture française, de renchérir M. Leroux. Nous

obtenons un fort taux de bilinguisme, autant à l'écrit qu'à l'oral. Pour l'élève, l'anglais est plus facile à apprendre. Le français ouvre bien des portes sur le marché du travail.»

C'est la deuxième année que le CODELF lance une campagne provinciale d'information sur les écoles de langue française. Même si la hausse observée lors de la dernière année est modeste, les responsables croient que les publicités ont eu leur effet. Pour l'année 2010-2011, les institutions françaises ont accueilli 400 étudiants de plus que l'année précédente, pour un total d'environ 93 000 élèves.

«Ça paraît peu, mais on n'a pas reculé, on a continué d'avancer, dit M. Leroux. On doit s'assurer d'avoir une demande et de promouvoir la francophonie.»

M. Leroux rappelle que les étudiants des établissements français réussissent mieux que la moyenne provinciale et obtiennent leur diplôme dans 80% des cas.

Pour plus d'information sur les institutions scolaires de langue française, visitez le efontario.ca.

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans notre édition du 3 février. Dans l'article intitulé *Une bourse de 50 000\$ pour l'école secondaire publique Omer-Deslauriers*, il était écrit que l'école secondaire publique Omer-Deslauriers allait mettre sur pied une nouvelle majeure haute spécialisation en Technologies de l'information et des communications dès septembre prochain. Or, nous aurions dû lire que l'école espérait mettre sur pied cette nouvelle majeure en septembre 2011. Toutes nos excuses.

MATERNELLE ET JARDIN À PLEIN TEMPS DANS TOUTES NOS ÉCOLES DEPUIS 11 ANS

ecolecatholique.ca

613-746-3837 | 1-888-230-5131

CONSEIL DES
ÉCOLES CATHOLIQUES
DU CENTRE-EST
*Le meilleur conseil
qu'un parent peut donner*

Le jeudi 10 février 2011 • www.expressottawa.ca • L'Express • Page 7
3736627

Classement de l'article | 10 févr. 2011 | *L'Express Ottawa* | *Allendria Brunjes*
allendriamarguerite.brunjes@transcontinental.ca

Mille personnes assistent au spectacle d'Évollusions

**Les illusionnistes d'Évollusions
surprennent les spectateurs**

L'auditorium du Collège catholique SamuelGenest était rempli à rebord, samedi dernier, pour le spectacle du groupe d'illusionnistes Évollusions, qui regroupe Éric Marcotte, Léo Trudel et Alex Normand.



Environ 1000 personnes sont venues assister à la prestation des trois anciens de l'école secondaire catholique Béatrice-Desloges. Au menu : disparitions, tours de cartes et illusions de toutes sortes!

Les illusionnistes ne savent pas combien ils ont donné de spectacles jusqu'à maintenant, mais ils croient en avoir fait environ 400. Ils ont trébuché leur talent aux quatre coins de la province, de Windsor à Red Lake, dit M. Trudel.

«Lorsque nous partons en tournée, nous offrons deux spectacles par jour, 10 shows par semaine, 40 par mois», dit l'artiste.

Les illusionnistes ont commencé à donner des spectacles alors qu'ils étaient en dixième année, en

2006.

«Nous avons fait nos premiers tours dans le cadre d'un concours de jeunes talents», relate M. Trudel.

Ils acquiescent tous en souriant que la partie la plus dure dans tous les voyages et le travail que ça commande est de le faire tous ensemble, tout le temps.

«Nous sommes trois, dit Marcotte. La plupart des autres illusionnistes sont seuls, quelques fois, deux.» D'autres présentations du spectacle bilingue du groupe sont prévues au Collège catholique SamuelGenest, du 10 au 12 février, à midi et à 19h30. Une représentation supplémentaire a été ajoutée le 12 février, à 14h30.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 10 févr. 2011 | L'Express Ottawa | Bryan Michaud
bryan.michaud@transcontinental.ca • twitter@bryanmichaud

Une étudiante reconnue pour son bénévolat

Souvent, à tort ou à raison, les gens se font une mauvaise image de la nouvelle génération, impression laissée par ce qu'ils perçoivent dans leur quotidien et dans les médias. Claudia Lafrenière-Brunet, étudiante en huitième année à l'école secondaire catholique Béatrice-Desloges, prouve aux gens qu'il ne faut pas juger un groupe pour les méfaits d'une minorité.



Le mois dernier, l'étudiante a vu sa candidature être soumise par le Centre des ressources de l'est d'Ottawa (CREO) pour qu'elle soit reconnue comme la citoyenne junior ontarienne de l'année afin de souligner son travail bénévole auprès des aînés, une bonne action qu'elle a entreprise il y a deux ans.

Et ne croyez pas qu'elle le fait parce qu'elle doit remplir ses heures de bénévolat imposées par son école. Mme Lafrenière-Brunet est encore trop jeune pour avoir à remplir cette obligation.

«Ma mère travaille au CREO et c'est par elle que j'ai eu les références pour travailler dans le programme de jour avec les aînés. C'est un programme de stimulation pour les aînés pour donner une pause à leurs aidants naturels. (...) De plus, je vais visiter une femme au manoir Portebello, qui habite près de chez moi, pour aller faire ses ongles. J'y passe au moins une heure par semaine avec mon petit chien juste pour lui tenir compagnie.»

En plus de ses études, de sa participation dans l'harmonie de son école, de son bénévolat auprès des aînés et de sa vie sociale, la jeune étudiante trouve le temps d'aider sa mère dans les collectes de fonds du CREO. Mme Lafrenière-Brunet, qui n'a pas vu son nom être retenu parmi les finalistes pour le

prix de la citoyenne junior de l'année, sacrifie beaucoup de son temps avec ses amis pour aider sa communauté.

«J'aime ça, je trouve ça l'fun, assure l'étudiante. Mes amis sont des supers bons amis et je les aime beaucoup, mais ce n'est pas par eux que j'ai eu l'idée. Des fois, ils me disent "Bien là, Clau, tu ne peux pas venir, là ?". Je leur dis que je m'excuse, mais que j'ai des engagements. C'est quelque chose que j'aime et je sais que je veux me diriger en gérontologie et en travail social, plus tard. J'aime juste ça leur (les aînés) voir un sourire sur leur visage.»

« Ce n'est pas toujours l'fun d'être dans le même manoir et de voir les mêmes quatre murs à longueur de journée. Voir quelqu'un de nouveau avec un petit chien, c'est plaisant pour eux.»

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 février 2011 | Le Droit | MATHIEU BÉLANGER mabelanger@ledroit.com

L'école doit se mettre à l'écoute du marché

Selon le Conseil du patronat du Québec

Le milieu québécois de l'éducation doit abandonner sa culture en place depuis les lendemains de la Révolution tranquille et se mettre rapidement à l'écoute des besoins du marché du travail, estime le Conseil du patronat Québec (CPQ).



Yves-Thomas Dorval, le président du Conseil du patronat Québec, estime que le milieu québécois de l'éducation doit se mettre rapidement à l'écoute des besoins du marché du travail.

« Le problème en éducation au Québec c'est qu'en plus de ne pas regarder suffisamment en avant pour voir venir les besoins en formation, le ministère de l'Éducation est tellement bureaucratisé et déconnecté des besoins du marché que développer un nouveau programme prend énormément de temps, trop de temps », a affirmé, hier, en entrevue éditoriale avec LeDroit, le président du CPQ, Yves-Thomas Dorval.

Les besoins en main-d'oeuvre qualifiée va aller en augmentant au cours des prochaines années.

Dans ce contexte, la lenteur d'exécution du ministère de l'Éducation à répondre aux exigences du marché du travail nuit au pouvoir concurrentiel du Québec, estime M. Dorval.

« Actuellement, à partir du moment où on identifie un besoin, le ministère a besoin, au mieux, de trois ans pour développer un programme, explique-t-il. Il faut compter environ trois autres années pour former les étudiants dans ce programme et un autre trois ans avant de voir un réel impact sur le marché. Ça veut dire qu'il faut compter environ neuf ans entre le moment où on identifie un besoin dans un domaine et le moment où on y répond. »

Un problème de culture

Selon le président du CPQ, le problème réside dans la culture qui s'est développée au ministère de l'Éducation au cours des quatre dernières décennies. « Cette culture s'est développée dans un contexte d'après Révolution tranquille, alors que le Québec était en surplus de main d'oeuvre, explique-t-il. À ce moment-là, il était important d'augmenter la scolarisation des gens, sans chercher à savoir si on les formait dans les bons domaines. Cela a donné de beaux succès au Québec. Nous sommes aujourd'hui bien positionnés quant au taux de diplomation post-secondaire. »

Le contexte et les exigences du marché du travail ne sont toutefois plus les mêmes. Cette « culture », selon M. Dorval fait en sorte que les établissements d'enseignement offrent des produits de formation en fonction de leur structure et des outils qu'ils ont à leur disposition plutôt que de baser leur offre sur les besoins réels du marché. « Ça provoque une inertie interne dans le milieu de l'éducation », indique-t-il.

Le modèle ontarien

Yves-Thomas Dorval estime que le Québec gagnerait à s'inspirer du modèle ontarien des collèges communautaires, comme La Cité collégiale à Ottawa. « On pourrait très bien implanter ça au Québec, dit-il. Les collèges communautaires ont l'avantage de s'adapter rapidement aux besoins du marché du travail. Leurs initiatives sont aussi beaucoup plus locales et leur structure permet de développer rapidement des programmes adaptés aux besoins. »

Plus flexibles

Les établissements d'enseignement doivent aussi améliorer la flexibilité dans leur offre de formation, croit le président du CPQ. Il déplore que la formation au Québec se fasse majoritairement la semaine, pendant les heures ouvrables et qu'il soit difficile pour des travailleurs d'expérience d'acquérir des compétences « à la pièce » et de les faire reconnaître. « Pourquoi notre réseau d'éducation n'est pas capable d'offrir de la formation à temps partiel, parfois à la pièce et en dehors des heures normales de travail, demande-t-il. On ne peut pas demander à un travailleur de 45 ans, qui a une famille et un emploi, de se lancer dans une formation à temps plein et l'obliger à refaire une formation de base qui n'a rien de pertinent pour lui. Il faut développer des blocs de compétences pour que la personne ne soit pas obligé de suivre un paquet de formation dont elle n'a pas besoin. »

10 février 2011 | *Le Droit*

LA FINANCE DEVRAIT ÊTRE ENSEIGNÉE DÈS LE PRIMAIRE, DIT UN GROUPE DE TRAVAIL

La littératie financière devrait faire partie des programmes d'enseignement au Canada, selon un rapport qui a été remis hier au ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty. Le Groupe de travail sur la littératie financière du Canada estime qu'il n'est désormais plus acceptable qu'une discipline aussi importante soit à peine abordée, voire éludée, dans de nombreuses écoles. L'introduction de cette discipline scolaire dès le niveau primaire fait partie des 30 recommandations formulées par le groupe. On propose également, dans le rapport, que le gouvernement du Canada nomme une personne qui relèverait directement du ministre des Finances pour occuper le poste de Responsable national. De plus, le groupe de travail recommande que le gouvernement fédéral crée un site Internet consacré à la littératie financière.

La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 10 févr. 2011 | L'Express Ottawa | Bryan Michaud
bryan.michaud@transcontinental.ca • twitter@bryannichaud

L'école Gisèle-Lalonde parmi les plus vertes au pays

L'école secondaire publique Gisèle-Lalonde est l'une des plus vertes au Canada. Du moins, c'est le constat qu'en sont arrivés les concepteurs du concours Recycler pour l'éducation, qui ont choisi l'établissement scolaire d'Ottawa comme l'une des cinq finalistes de son événement. Près de 300 écoles ont participé au concours.



(Photo: Benoit Sabourin)

Les étudiants ont construit et installé ces bacs à recyclage dans plusieurs endroits de l'école Gisèle-Lalonde.

L'école gagnante, qui sera connue le 16 février, se verra remettre la somme de 50 000\$ qui pourra être injectée dans un laboratoire d'informatique.

«On est vraiment satisfaits, dit le directeur de l'école, Ismael Abdi. Et c'est toute la communauté qui l'est, pas juste les élèves et les enseignants, mais également les parents.»

Pour participer au concours, une étudiante devait envoyer un essai décrivant les initiatives environnementales de son établissement scolaire. À l'école secondaire publique Gisèle-Lalonde, c'est une élève de septième année au bac international, Jessica Maxwell, qui a pris la décision de monter le projet.

Au cours des dernières années, l'établissement scolaire a mis en place plusieurs mesures afin d'être la plus verte possible. Tout d'abord avec son concept «vendredi sans énergie» où la majorité des lumières des corridors sont éteintes. De plus, les étudiants qui demeurent sur le circuit du transport municipal se voient remettre un titre de transport annuel afin qu'ils puissent l'utiliser pour se rendre à l'école, mais aussi lors de leurs activités.

Finalement, l'école a mis en place un projet intitulé «Projet Karyne». Il a été développé en l'honneur d'une jeune fille, Karyne Maisonneuve, qui est décédée du cancer du poumon à l'âge de 8 ans. Ses

frères et soeurs étaient des élèves de l'école au moment du lancement de ce projet qui se divise en trois phases : l'installation d'une éolienne, de deux panneaux solaires et d'un lave-vaisselle industriel.

«On prévoit également éliminer les bouteilles d'eau des distributrices et mettre plus de fontaines dans l'école», ajoute M. Abdi. Ce dernier ajoute que plusieurs des initiatives environnementales ont été prises par ses étudiants.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Les Franco-Ontariens sont bien servis selon les Libéraux



Madeleine Meilleur, quelques minutes avant le début du caucus libéral.

Publié le 9 Février 2011

Diodora Bucur 

Caucus libéral à Ottawa

Les Franco-Ontariens sont bien servis par le gouvernement provincial et ses opinions vont être écoutées lors des élections provinciales prévues à l'automne, selon la ministre déléguée aux Affaires francophones, Madeleine Meilleur.

Sujets : [Caucus libéral](#) , [Caucus des Libéraux provinciaux](#) , [Hôpital Montfort](#) , [Ontario](#) , [Ottawa](#)

La députée d'Ottawa-Vanier a fait ces commentaires lors du caucus des Libéraux provinciaux, qui s'est tenu à l'hôtel Westin d'Ottawa, en fin de semaine dernière.

«Les francophones ont été très bien servis par le gouvernement McGuinty, pense-t-elle. Les francophones sont fiers de ce qu'on a accompli; ils ne sont pas différents du reste des Ontariens. Les francophones sont préoccupés par l'économie, les services de santé en français et l'éducation. On a investi beaucoup dans la santé, comme pour l'agrandissement de l'Hôpital Montfort.»

Les camps libéraux et conservateurs se préparent à mettre leur campagne électorale sur la bonne voie, s'écorchant au passage sur le fait que leur

adversaire n'a pas dévoilé sa plateforme électorale.

Vendredi dernier, le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a donné le coup d'envoi au caucus libéral en accusant les Conservateurs de ne pas vouloir dévoiler leur plan de match pour l'Ontario afin de ne pas avoir à parler de coupures en santé et en éducation s'ils sont conduits au pouvoir.

«C'est la même histoire que nous avons entendue par le passé, dit M. McGuinty. "Regardez, les amis, ne vous inquiétez-vous pas à propos de ça. Nous couperons les taxes. Les choses iront mieux chez vous en ce qui concerne vos finances et nous préserverons vos soins de santé et l'éducation. " Mais ensuite, ils ferment des hôpitaux et nous perdons 6200 infirmières.»

Les enjeux de l'élection

Le budget des familles pourrait être l'enjeu numéro un de la prochaine campagne électorale.

«Ça devient de plus en plus difficile pour les familles de l'Ontario de payer les factures et ce sera la clé de notre prochaine plateforme électorale, dit la députée conservatrice, Lisa MacLeod. Ça semble être l'enjeu numéro un.»

Comme pour les Libéraux, Mme Meilleur dit que les soins de santé, l'éducation et la relance économique sont les points sur lesquels l'élection se jouera.

«Je ne veux pas prédire de quoi aura l'air notre plateforme, mais nous savons que l'économie sera un sujet qui sera discuté. La santé et l'éducation seront également discutées», ajoute Mme Meilleur.

10 février 2011 | Le Droit

2,4 MILLION \$ POUR LES ÉCOLES DE CHAPLEAU

Des écoles de la circonscription de Chapleau se partageront 2,4 millions de dollars pour entretenir et rénover leurs installations, a annoncé hier le député Marc Carrière. Parmi les établissements recevant cette aide, la polyvalente Nicolas-Gatineau recevra 565 000 \$ pour le remplacement de fenêtres et l'installation d'un système de plomberie anti-refoulement, entre autres. La polyvalente Le Carrefour, quant à elle, recevra 635 000 \$ pour divers travaux.



Vous faites toujours passer votre famille avant tout... et nous voulons vous aider.

Le **gouvernement du Canada** vous offre de l'aide financière, par exemple la **Prestation universelle pour la garde d'enfants**, le **crédit d'impôt pour la condition physique des enfants** et de l'**argent pour les études postsecondaires**.

Profitez de :

- la Prestation universelle pour la garde d'enfants
- la déduction pour frais de garde d'enfants
- la Prestation fiscale canadienne pour enfants
- la prestation pour enfants handicapés
- le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants
- le régime enregistré d'épargne-invalidité
- le Programme canadien pour l'épargne-études
- les programmes canadiens de prêts et de bourses aux étudiants
- etc.

Profitez-en.

Pour savoir à quelle aide votre famille a droit, cliquez ou appelez maintenant.
servicecanada.gc.ca/famille 1 800 O-CANADA
(1-800-622-6232 ATS : 1-800-926-9105)

10 février 2011 | Le Droit | JEAN-JEAN-FRANÇOISFRANÇOISDUGAS DUGAS

Jean-Marc Lalonde toujours indécis quant à son avenir politique

jfdugas@jfdugas@ledroit.ledroit.com com

À sept mois des élections provinciales, le député de l'Est ontarien Jean-Marc Lalonde reste indécis quant à son avenir en politique.



JEAN-FRANÇOIS DUGAS, Archives LeDroit

Le député de Glengarry-Prescott-Russell, Jean-Marc Lalonde, n'écarte pas la possibilité de briguer un cinquième mandat.

L'élu de Glengarry-Prescott-Russell avait annoncé sa retraite au cours de son présent mandat. Toutefois, il n'écarte pas la possibilité de briguer un cinquième mandat à l'automne prochain.

« Je devais donner ma décision au mois de février, mais j'annoncerai plutôt mes couleurs après le budget, à la fin mars », a-t-il déclaré.

M. Lalonde dit que le sort de ses « cinq projets » déterminera son avenir en politique provinciale. Le député n'a pas voulu élaborer davantage, mais a finalement confirmé que l'élargissement de la route 17 entre Clarence-Rockland et Ottawa figurait dans sa liste de souhaits.

L'été dernier, certains observateurs croyaient que M. Lalonde allait sauter dans l'arène municipale pour tenter de remplacer son frère, Richard Lalonde, à la mairie de Clarence-Rockland.

Après avoir alimenté le suspense pendant quelques semaines, le représentant à Queen's Park avait annoncé « qu'il y avait beaucoup de projets à compléter » et que ce « n'était pas le bon temps pour se retirer ».

Si M. Lalonde quittait, il deviendrait le dixième député à quitter le navire du gouvernement McGuinty depuis la dernière élection provinciale.

Contre le «

»

Même si son avenir politique demeure incertain, M. Lalonde s'oppose à la réduction du coût de la caisse de 24 bières à 24 \$, tel qu'avancé lundi par le chef du Parti conservateur, Tim Hudak.

« Je suis contre le buck-a-beer pour des raisons sociales. Je ne veux pas encourager les démunis à s'acheter une bière supplémentaire », a-t-il affirmé.

En 2008, le ministre des Finances, Dwight Duncan, a augmenté le prix minimum d'une caisse de 24 bières à 25,60 \$.



Aujourd'hui, le prix moyen s'élève à environ 32 \$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 10 févr. 2011 | L'Express Ottawa | Benoit Sabourin
redaction.ontario@transcontinental.ca

Royal Galipeau consulte le public sur le budget

Le député d'Ottawa-Orléans, Royal Galipeau, invite la population à proposer des idées pour le budget 2011 qui sera déposé au printemps par le gouvernement conservateur de Stephen Harper.

Les gens ont jusqu'au 18 février pour faire parvenir leurs commentaires et suggestions par l'entremise du site Web www.royalgalipeau.ca/commentaires.

«Le ministre des Finances actuel, surtout depuis que la crise économique mondiale a débuté il y a une couple d'années, a ouvert les portes à toutes sortes de consultations, a dit M. Galipeau. Au départ, on pensait que cela causerait des problèmes, mais c'est évident que ça n'en cause pas, alors on élargit l'affaire.»

Les suggestions et idées seront prises en compte dans le cadre de la prochaine phase du plan d'action économique du Canada.

Quant à savoir si des élections fédérales auront lieu bientôt, M. Galipeau a fait savoir qu'il n'encouragera pas le déclenchement de celles-ci.

«Moi, je peux vous dire sans équivoque que lorsqu'arrivera le temps de voter pour le budget, je vais voter en faveur du budget. Donc, je vais voter contre la tenue d'une élection. Les gens ne veulent pas d'élection. Les gens veulent que leurs élus se concentrent sur la reprise économique, qui est encore fragile.»

Toutes les propositions reçues avant le 18 février seront envoyées au ministre des Finances, Jim Flaherty, et aux responsables de l'élaboration du budget. Pour ceux qui n'ont pas accès à Internet, il demeure possible de demander une version imprimée du formulaire en téléphonant au 613 995-1800.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | *10 Feb 2011* | *Ottawa Citizen*

Unanimous vote bars Sikhs with kirpans

By a vote of 113-0, the National Assembly adopted a motion Wednesday supporting the decision by security workers to bar four Sikhs who came to the assembly. The four refused to remove their kirpans, small ceremonial daggers. In 2006, the Supreme Court of Canada ruled that the kirpan, which Sikhs carry wrapped in fabric under their clothing, is not a weapon but a religious symbol, like a crucifix. Louise Beaudoin, the Parti Québécois member who presented the motion, said multiculturalism is a Canadian value, not a Quebec value.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 février 2011 | Le Droit | JOCELYNEJOCELYNERICHER RICHER

L'Assemblée nationale rejetée à l'unanimité le port du kirpan au parlement

LaLaPressePresseCanadienne Canadienne

QUÉBEC — L'Assemblée nationale s'est prononcée à l'unanimité, hier, contre le port du kirpan au parlement.



La Presse Canadienne

Une collision entre une fourgonnette et un autobus scolaire a fait quatre morts et quatre blessés graves, hier matin, sur la route 158 à Sainte-Geneviève-de-Berthier, dans Lanaudière. Au moment de l'impact, la force de la collision a littéralement arraché le bloc-moteur de l'autobus, tandis que l'avant de la fourgonnette a été réduit à une masse de métal compressé. Le passager de la banquette avant avait été éjecté du véhicule et était passé au travers du pare-brise. Les quatre victimes, dont l'identité n'a pas été révélée, voyageaient à bord de la fourgonnette. Il s'agirait tous d'employés de Pigeon 2006, une entreprise de chargement de volailles située à Saint-Côme. Selon la Sûreté du Québec (SQ), il s'agit de quatre hommes âgés de 32, 30, 28 et 22 ans. Les quatre autres passagers de la fourgonnette ont été blessés gravement. La SQ croit que la fourgonnette a dévié de sa voie pour se retrouver face à face avec l'autobus scolaire.

Les 113 députés présents en Chambre au moment du vote en fin de journée, incluant le premier

ministre Jean Charest, ont tous voté en faveur de la motion présentée par l'opposition péquiste. Cependant, l'interprétation à donner à cette motion n'était pas la même des deux côtés de la Chambre.

Les péquistes voulaient forcer la main au gouvernement Charest, pour qu'il affiche la neutralité de l'État québécois sur le plan religieux. Les libéraux ont plutôt choisi d'éviter le terrain miné de la politique, en restreignant le champ d'action de la motion à une simple question de sécurité des lieux.

La députée péquiste de Rosemont, Louise Beaudoin, porteparole sur les questions de laïcité, avait déposé sa motion pour affirmer que la neutralité de l'État devait avoir préséance sur la liberté religieuse de l'individu et le port de signes religieux, tels que le kirpan.

Le modèle du multiculturalisme à la canadienne n'est donc certainement pas celui à retenir pour le Québec, a réaffirmé Mme Beaudoin, en point de presse, avant le début du débat sur sa motion, qui a duré deux heures.

La motion prenait prétexte d'un incident récent, impliquant des sikhs portant leur kirpan, pour relancer le débat sur la place de l'expression religieuse dans les institutions publiques québécoises.

Le 18 janvier dernier, quatre membres de la communauté sikhe se sont fait refuser l'entrée à l'Assemblée nationale, parce qu'ils ne voulaient pas se séparer du poignard qu'ils portent pour des raisons religieuses.

Choisissez parmi 3 tables de billard en bois massif au bas prix de 1 599 \$

Table de billard Longue Étrier

Palason

www.palason.ca

Les quatre membres du World Sikh Organization of Canada, deux hommes et deux femmes, s'étaient présentés en vue de témoigner devant la commission parlementaire qui étudie le projet de loi 94 visant à interdire le port du voile intégral dans les services publics.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 février 2011 | Le Droit

LE PROFESSEUR DENIS CARRIER A RENDU L'ÂME

La communauté franco-ontarienne – et celle de l'Université d'Ottawa – sont en deuil à la suite du décès de l'ancien vice-recteur associé aux études, Denis Carrier. M. Carrier est décédé lundi à l'âge de 72 ans. Le professeur Carrier a entre autre été doyen de la Faculté des sciences sociales (de 1970 à 1981) et vice-recteur associé aux études, poste qu'il a occupé jusqu'en 2001. Il a aussi apporté une contribution importante aux programmes et services en français à l'Université d'Ottawa. Le service religieux aura lieu à l'église Notre-Dame-de-laGuadeloupe (14, rue de la Guadeloupe, Gatineau, secteur Hull), lundi prochain. Les témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don au Fonds de bourse Denis-Carrier. Les chèques faits à l'ordre du Fonds de bourse Denis-Carrier peuvent être remis aux membres de la famille ou postés au Bureau du développement, Université d'Ottawa, 190, avenue Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6N5.

LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 février 2011 | Le Droit

UN CENTRE POUR ENFANTS OBÈSES OU DIABÉTIQUES

Le Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario (CHEO) a inauguré hier son nouveau Centre des habitudes de vie, destiné aux enfants souffrant de diabète de type 2 ou de graves problèmes d'obésité. Alor enfant canadien sur quatre présente un surplus de poids, le CHEO a voulu mettre en place des programmes aider non seulement les enfants, mais aussi leur famille. Toute une gamme de spécialistes seront mis à contribution : pédiatre endocrinologue, psychologue, travailleur social, spécialiste de l'exercice, diététiste et infirmière en pratique avancée. L'objectif est de pouvoir ainsi coordonner l'ensemble des soins offerts à l'en

Allô, ici la Terre!
L'école publique de langue française répond à l'appel

De La Salle
Préconcentration et concentration artistique
Majeure haute spécialisation en Arts et culture
Centre d'Excellence Artistique
Centre de douance

Louis-Riel
Majeure haute spécialisation en Transports
Programme Sports-Études
Programme d'Études techniques

Gisèle-Lalonde
Majeure haute spécialisation en Arts et culture
Majeure haute spécialisation en Environnement
Majeure haute spécialisation en Santé et bien-être
Mise en oeuvre du Programme du Baccalauréat International

Omer-Deslauriers
Programme du Baccalauréat International
Majeure haute spécialisation en Construction

École des adultes Le Carrefour
Majeure haute spécialisation en Hôtellerie et tourisme

Admissions e tout temps!

Liste des portes ouvertes : etudier-en-francais.ca 613 742-8960

Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

613 562-0222

NOUVELLE ANNONCE

THEAL BUNGALOW
Plus à acheter en 1000
un secteur résidentiel
à la fois tranquille et
proche des écoles et
des commerces.

LeDroit
Pour rejoindre de nouveaux clients dans le temps de le li

LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by law.

Classement de l'article | 10 févr. 2011 | L'Express Ottawa | Diodora Bucur
bucur.diodora@transcontinental.ca

Des activités amusantes pour les enfants à la Saint-Valentin

Un père au foyer lance un site web ressource pour les familles

Un père au foyer d'Orléans a décidé d'offrir quelques petits conseils gratuits aux familles afin que celles-ci puissent vivre une journée de la Saint-Valentin économique et amusante.

Brian Presley, un ancien conseiller de camp d'été, a créé un site Web, le mois dernier, dans l'espoir de donner des idées d'activités aux parents, que ce soient des jeux, des thématiques de fêtes ou encore des trophées personnalisés.

«Avec la Saint-Valentin qui s'en vient, nous offrons plusieurs valentins que les parents peuvent télécharger et donner à leurs enfants pour que ceux-ci puissent ensuite les remettre à leurs amis. Non seulement cela permet aux parents d'économiser de l'argent, mais aussi du temps», a indiqué M. Presley, qui a aussi publié en 2001 un livre intitulé *What To Do With The Kids*. «Tout est gratuit sur le site Web.»

En plus, le site Internet inclut une portion non commerciale sur les jouets et sur la sécurité sur Internet.

«Quand je suis devenu père au foyer, j'ai réalisé que beaucoup de parents n'étaient pas au courant des choses qu'ils pouvaient faire avec leurs enfants. C'est pourquoi j'ai décidé de mettre ensemble une collection de tous les jeux et événements», a dit M. Presley, un designer graphique de profession.

Il ne veut pas révéler combien le site Web lui rapporte, mais ses revenus proviennent des publicités. Ce sont 1500 personnes qui ont visité son site depuis sa mise en ligne le 15 janvier dernier.

La St-Valentin au CRCOC

Pendant ce temps, le Centre de ressources communautaires Orléans-Cumberland (CRCOC) était l'hôte, le 9 février, d'une activité au cours duquel artisanat, chansons et histoires étaient au menu.



«La Saint-Valentin est l'occasion de parler des émotions, de l'amour et de l'amitié, donc nous organisons des jeux éducatifs, de l'artisanat, des chansons et des histoires, a indiqué Joffré Malette, responsable des services familiaux. L'événement était ouvert à tous.»

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.